

POURQUOI AVONS-NOUS BESOIN DU LOGEMENT SOCIAL?

Le logement social procure sécurité et stabilité à des gens à faible revenu, trop souvent des familles monoparentales, des aînés, des Autochtones vivant en milieu urbain, des immigrants récents et des personnes en situation de handicap. Dans plusieurs types de communautés à travers le Canada, le logement social demeure le moyen le plus abordable de se loger convenablement. **Sans le logement social, plusieurs de ces personnes seraient à la rue.**



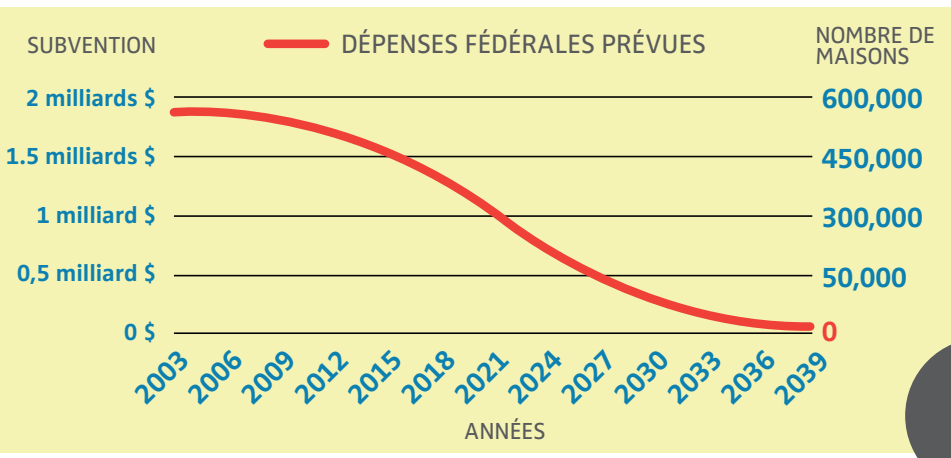
***Estimation du nombre de ménages en attente d'un logement social:**

- Toronto: **90 900**
- Montréal: **24 000**
- Ottawa: **10 900**
- Vancouver: **9 500**
- Fredericton: **500**

*Selon les données les plus récentes. Chaque ville ayant son propre système de gestion de listes, ces chiffres pourraient ne pas être exhaustifs. Sources: Toronto et Ottawa: ONPHA, 2015. Metro Vancouver: BC Housing, 2014. Montréal: OMHM, 2015. Ménages seulement sur les listes d'attente d'OSBL ou des coopératives ne sont pas inclus. Fredericton: CAGH, 2013. Basé sur 1 236 personnes sur la liste d'attente.

LE CANADA EST AU BORD D'UNE **CRISE DU LOGEMENT ABORDABLE.**

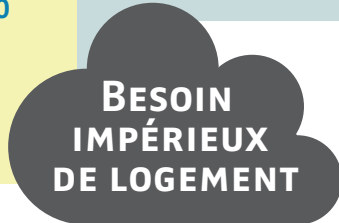
Les investissements fédéraux en logement social sont sur le point d'arriver à terme. Ces investissements fédéraux, accordés sous la forme de ce qu'on nomme « conventions d'exploitation », diminuent sans cesse, passant de 1,6 milliard de dollars en 2015 à 0 dollar en 2040.



SI ON ESSAIE RÉELLEMENT DE METTRE UN TERME À L'ITINÉRANCE, POURQUOI ALORS **COUPER LE FINANCEMENT** À DES MILLIERS DE MÉNAGES À FAIBLE REVENU?

Lorsque le financement fédéral pour le logement cessera, plusieurs pourvoyeurs de logements sociaux seront forcés d'augmenter les loyers, de vendre leurs logements, ou les deux. Selon le rapport de l'ACHRU « Un toit pour tous : maintenir et renouveler le logement social pour les ménages à faible revenu », plus de 300 000 ménages seront alors à risque d'une éviction de nature économique, voire même d'itinérance.

Pour l'instant, plusieurs communautés parviennent à garantir un logement à leurs locataires les plus vulnérables en innovant et en trouvant de nouvelles sources de financement. Sauf que des solutions locales ne peuvent palier au financement défaillant qui expose presque un million de locataires canadiens aux risques d'itinérance.



On considère qu'un ménage est en situation de **BESOIN IMPÉRIEUX DE LOGEMENT** si son logement n'est pas dans un état acceptable et qu'il lui faudrait dépenser **30% ou plus** de ses revenus avant impôts pour accéder à un logement acceptable dans sa localité.

Les villes et les municipalités, peu importe leur taille, sont de moins en moins abordables. Alors que les loyers augmentent considérablement, les salaires stagnent. 12,5% des familles canadiennes ont des besoins impérieux de logement, ce qui rend difficile de subvenir aux autres besoins primaires, comme se nourrir sainement, se vêtir, se déplacer et prendre des médicaments.

Des listes d'attente interminables. Le Canada a très peu investi dans la construction et le renouvellement des infrastructures de logement social au cours des 25 dernières années. En conséquence, des dizaines de milliers de ménages sont inscrits sur des listes d'attente municipales – et des dizaines de milliers d'unités ont d'urgents besoins de réparations pour être habitables.



IGNORER LA CRISE DU LOGEMENT ABORDABLE QUI SECOUE PRÉSENTEMENT LE PAYS NE FAIT SIMPLEMENT AUCUN SENS SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE.

« Les Canadiens voudront savoir pourquoi un pays riche ne peut mieux subvenir aux besoins de ses populations les plus vulnérables. »

–Brigitte Witkowski, Présidente, ACHRU

« Trop de gens au Canada sont forcés de choisir entre payer leur loyer ou nourrir leurs familles. »

–Katharine Schmidt, Directrice exécutive, Banques alimentaires

LES MÉNAGES LOCATAIRES LES PLUS DÉMUNIS:

Familles monoparentales dirigées par une femme – **45.4%**

Aînés vivant seuls – **36.1%**

Ménages autochtones – **34.7%**

Immigrants récents – **37.6%**

CERTAINS AFFIRMENT QUE LE FINANCEMENT FÉDÉRAL NE SERAIT PLUS NÉCESSAIRE PUISQUE LES HYPOTHÈQUES DES PROJETS DE LOGEMENT SOCIAL ONT ÉTÉ REMBOURSÉES...

C'est faux. Les pourvoyeurs de logement ont toujours besoin de financement fédéral afin de réparer les bâtiments vieillissants, mais aussi de payer la différence entre le prix du marché et les montants perçus sur les loyers indexés sur le revenu.



« Le logement abordable est un investissement dans la promotion de la santé et dans la prévention des maladies. Lorsqu'une personne dispose d'un logement adéquat, elle éprouve moins de troubles de santé et elle est donc apte à consacrer plus de son revenu à bien se nourrir et se vêtir et à en faire profiter sa famille. »

–Association canadienne pour la santé mentale

CE DONT ON A URGEMMENT BESOIN?

DU RÉINVESTISSEMENT FÉDÉRAL DANS LE LOGEMENT ABORDABLE AFIN DE :



construire de nouveaux logements sociaux



renouveler, réparer et maintenir les logements sociaux existants



soutenir les ménages bénéficiaires de subventions locatives et leur garantir un logement



Par ailleurs, il est important que ce financement fédéral soit flexible dans sa mise en œuvre afin que les provinces et les municipalités puissent l'utiliser selon les besoins de leurs communautés..



QUE POUVEZ-VOUS FAIRE?

- Interpellez votre député et les candidats aux élections fédérales pour leur faire savoir que le gouvernement fédéral doit réinvestir dans le logement abordable.
- Joignez-vous à nous pour faire du logement abordable un enjeu électoral cet automne!

NOUS CROYONS À UN TOIT POUR TOUS. ET VOUS? #HOUSING4ALL



@CHRA_ACHRU housing4all.ca

Travaillons ensemble à faire du **logement abordable** un enjeu primordial lors des élections de 2015!



ACHRU CHRA